Note d’information sur la situation économique nationale

 au quatrième trimestre 2014

### L’arrêté des comptes nationaux du quatrième trimestre 2014 donne une croissance économique de 1,8% au cours de ce trimestre, au lieu de 4,6% durant la même période de l’année 2013. Sur l’ensemble de l’année 2014, le taux provisoire de croissance aurait été, ainsi, de 2,2%, en baisse de 0,3 point par rapport à l’estimation retenue par le HCP au mois de juin 2014.

C’est ainsi que, par rapport à la même période de l’année précédente et corrigées des variations saisonnières (cvs) :

* **la valeur ajoutée agricole,** en volume, a baissé de 1,4% après une hausse de 21,2%,
* Celle **des activités non agricoles** a été en légère amélioration, passant de 2% à 2,3%,

sous l’effet, d’une part, de la croissance :

* de la pêche de 13,3% au lieu de 2,8% ;
* des postes et télécommunications de 5,9% au lieu de 1,4% ;
* des services de l’éducation, de la santé et de l’action sociale de 5,4% au lieu de 3%;
* de l’électricité et eau de 3% au lieu de 5,8% ;
* de transport de 2,7% au lieu de 2,9% ;
* des services rendus aux ménages et aux entreprises de 2,1% au lieu de 1,9% ;
* des services rendus par l’administration publique générale et sécurité sociale de 2% au lieu d’une stagnation ;
* des industries de transformation de 1,6% au lieu de 2,3% ;
* des services financiers et assurances de 1,5% au lieu de 0,6% ;
* de bâtiment et travaux publics de 0,6% au lieu de 6% ;

et, d’autre part, par la baisse de l’industrie d’extraction de 2,8%, après avoir été de 6,6% et par celle des hôtels et restaurants de 3,5% au lieu d’une hausse de 3,7%.

Dans ce contexte, l**e Produit Intérieur Brut (PIB)** en volume s’est accru de 1,8% durant le quatrième trimestre 2014 au lieu de 4,6% une année auparavant, compte tenu des impôts sur les produits nets des subventions (lesquels ont augmenté de 2,4% au lieu 5,8%). Aux prix courants, l’accroissement du PIB a été de 3,1%, dégageant ainsi une hausse de son prix implicite de 1,3% au lieu de 0.3%.

**Au niveau des emplois du PIB** en volume, la demande intérieure s’est accrue de 2,8% au lieu de 2,9% avec une contribution à la croissance de 3,5 points au lieu de 2,3 points. Dans ce cadre, les dépenses de consommation finale des ménages ont connu une hausse de 2,8% au lieu de 5,4% la même période de l’année précédente, contribuant ainsi pour 1,8 point à la croissance au lieu de 3,2 points. La consommation finale des administrations publiques a affiché une augmentation de 2,9%, avec une contribution à la croissance de 0,5 point, au même niveau de croissance et de contribution une année auparavant. De son côté, l’investissement brut (formation brute de capital fixe et variation de stocks) a marqué une augmentation de 2,5% au lieu d’une baisse de 1,8%, avec une contribution à la croissance de 1,2 point au lieu d’une contribution négative de 1,4 point, durant le même trimestre de l’année précédente.

Les échanges extérieurs nets, de leur côté, ont contribué négativement à la croissance avec 1,7 point au lieu d’une contribution positive de 2,3 points. Cette détérioration est le résultat d’une augmentation de 3% des importations des biens et services au lieu d’une baisse de 0.2% une année auparavant et d’une diminution de 0,8% des exportations au lieu d’une hausse de 6,1%.

Avec une diminution de 48,7% des revenus nets reçus du reste du monde et une hausse de 3,1% du PIB aux prix courants, le revenu national brut disponible a baissé de 0,4% après avoir augmenté de 7,5% le même trimestre de l’année 2013.

Au total, la consommation finale s’est accrue de 3,8% au lieu de 5,9%. L’épargne nationale, qui était de 28,8%.du PIB, a baissé à 24,7%.

De son coté, l’investissement brut est passé de 33,9% du PIB durant le quatrième trimestre de l’année précédente à 30.8%.

Dans ces conditions, le besoin de financement de l’économie nationale a connu une augmentation passant de 5,1% du PIB à 6,1%.

**En annexe les tableaux présentant les résultats des comptes nationaux du quatrième trimestre 2014.**

